



Mourir : pas tout de suite€!mais dans la dignit  

## Description

*Jeudi 11 mars dernier, le Sénat devait débattre sur le droit à mourir dans la dignit  . Mais la nouvelle proposition de loi a été retirée de là™ordre du jour du Sénat par son auteure, Marie-Pierre de La Gontrie, après la suppression en séance de là™article 1er, qu  ™elle considérait comme le  c  ur à du texte. Martine décrypte cette nouvelle occasion rat  e.*

Par Martine Lelait.

***Euthanasie, suicide assist  , de quoi parle-t-on ?***

***Quel est le public concern   par cette proposition de loi ?***

***Quels sont les garde-fous prévus pour éviter les dérives ?***

***Quelles sont les réticences encore en jeu à l  ™heure actuelle ?***

***Une occasion rat  e et après ?***

## Euthanasie, suicide assist  , de quoi parle-t-on ?

Depuis 40 ans, l  ™Association pour le Droit de Mourir dans la Dignit   (ADMD) milite pour que chacun puisse choisir les conditions de sa propre fin de vie.

J  ™ai, pour ma part, rejoint l  ™association en 2009, après avoir vu ma mère, malade Alzheimer ayant fait un AVC qui devait être fatal sous 48 heures, maintenue artificiellement dans une vie qui n  ™en méritait pas le nom, pendant de trop longues années.

Forte aujourd  ™hui de quelque 74000 adhérents, l  ™ADMD a fait en octobre 2018 une proposition de loi tendant à légaliser l  ™euthanasie et le suicide assist  .

Pour faire un distinguo simple, l  ™euthanasie est un acte réalisé par un membre du corps médical destiné à mettre fin à la vie à la demande du patient, le suicide assist   consiste à seconder la personne qui désire mettre elle-même un terme à sa vie, en lui apportant aide matérielle nécessaire (produit légal notamment).

Différents pays ont d  j   adopté des dispositions encadrées dans ce sens. Certains ont légalisé l  ™euthanasie, comme les Pays Bas qui ont été les premiers au monde à le faire en 2001, suivis de la Belgique en 2002 et du Luxembourg en 2009 ; la Suisse quant à elle ne

reconnait pas lâ€™euthanasie mais permet le suicide assisté. Plus récemment, dâ€™autres pays ont entrepris de modifier leur législation en la matière. Lâ€™Italie a dépénalisé le suicide assisté mais cela reste interdit par la loi. Le Portugal vient à son tour en 2020 de dépénaliser le suicide assisté et lâ€™euthanasie. En dépit de sondages qui rapportent quâ€™une grande majorité de nos concitoyens sont favorables à une telle loi (96% lors du sondage IPSOS de mars 2019), ce sujet nâ€™a pas souvent été débattu au Parlement. Plusieurs propositions ont récemment été déposées tant à lâ€™Assemblée Nationale quâ€™au Sénat.

Ainsi dans le cadre des fameuses « niches parlementaires », le Sénat a eu à examiner, le 11 mars dernier, une proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité, déposée par Marie-Pierre de La Gontrie, sénatrice de Paris et cosignée par 50 sénateurs du groupe socialiste.

Quelques jours avant lâ€™examen en séance, jâ€™ai rencontré Yves Grégoire, directeur de lâ€™ADMD pour la Seine-Maritime et Didier Marie, sénateur, cosignataire de cette proposition de loi. Ils ont écrit pour moi, les attendus du texte, le contexte et ses enjeux principaux.

Le texte sâ€™inspire largement de la proposition de lâ€™ADMD. Il part dâ€™un constat douloureux : on meurt mal en France ; encore aujourdâ€™hui trop de gens meurent dans des conditions dégradées et dégradantes ; la loi Claeys-Leonetti de 2016 sur le droit à la sédation profonde et continue reste imparfaitement connue et mal appliquée. 26 départements ne sont toujours pas dotés dâ€™unités de soins palliatifs. Vu ce contexte, de nombreuses personnes décident de sâ€™expatrier pour « mourir mieux ». Câ€™est ce que vient de faire Paulette Guichard-Kunstler, 71 ans, ancienne secrétaire dâ€™Etat aux Personnes Âgées, qui a choisi la Suisse pour bénéficier dâ€™un suicide assisté. Cette solution implique de connaître les réseaux et de pouvoir financer son dernier voyage. Voilà pourquoi certains médecins français acceptent de contrevenir à la loi et de fournir les médicaments nécessaires pour abrégé une fin de vie faite de souffrance. Il y aurait en France quelque 4000 euthanasies illégales pratiquées chaque année. Dans tous les cas, la loi actuelle conduit à des inégalités considérables face à la fin de vie.

La proposition qui vient dâ€™être débattue visait à inscrire dans la loi deux nouveaux droits : un droit à une aide active à mourir et un droit universel à accéder à des soins palliatifs et à un accompagnement.

## Quel est le public concerné par cette proposition de loi ?

La notion de fin de vie ne sâ€™apprécie pas en fonction de lâ€™Ã¢ge. Est concernée toute personne, quel que soit son Ã¢ge, en phase avancée ou terminale, atteinte dâ€™au moins une affection

Cela ne concernera bien sûr que les personnes qui le souhaitent, qui sont en capacité de le faire savoir ou qui ont signé des directives anticipées dans ce sens et désigné des personnes de confiance qui soient leur porte-parole lorsquâ€™elles mâ€™âmes ne pourront plus exprimer leur volonté.

- accidentelle ou pathologique,
- présentant des caractères graves et incurables,

- affligeant une souffrance physique ou psychique inapaisable que la personne juge insupportable ou qui la place dans une situation de dÃ©pendance qu'elle estime incompatible avec sa dignitÃ© et sur cela, chacun reste juge de sa propre dignitÃ©.

Il s'agit bien d'un droit dont on s'empare ou non ; il n'y a aucune sorte d'obligation. C'est un droit, pas un devoir.

## Quels sont les garde-fous prÃ©vus pour Ã©viter les dÃ©rives ?

Dans les pays oÃ¹ ce droit existe depuis quasiment 20 ans, il n'a Ã©tÃ© constatÃ© ni dÃ©rives, ni un nombre effarant de demandes. Il faut savoir Ã©galement que jusqu'au bout, la personne peut toujours changer d'avis et ne plus vouloir d'aide active Ã mourir. Le projet prÃ©voit d'ailleurs un protocole trÃ¨s encadrÃ© : le mÃ©decin qui est prÃ©sentÃ©e la demande d'aide active Ã mourir fait appel Ã un confrÃ¨re acceptÃ© par la personne concernÃ©e ou sa personne de confiance, la personne est informÃ©e des possibilitÃ©s thÃ©rapeutiques, des solutions alternatives en matiÃ¨re d'accompagnement de fin de vie. Il est Ã©galement prÃ©vu d'une part des dÃ©lais stricts Ã observer pour ne pas prolonger indÃ©mment les souffrances et d'autre part que les conclusions mÃ©dicales et confirmation de la demande, soient versÃ©es au dossier mÃ©dical.

## Quelles sont les rÃ©ticences encore en jeu Ã l'heure actuelle ?

Le corps mÃ©dical Ã©volue, c'est Ã©vident, mais il est des praticiens qui restent encore sur leur seule vocation Ã soigner et se refusent Ã donner la mort ; Ã ce sujet, la clause de conscience demeure : aucun mÃ©decin, ni infirmier, ni auxiliaire mÃ©dical ne sera obligÃ© d'apporter lui-mÃªme l'aide active Ã mourir. En revanche, si le mÃ©decin ne veut pas le faire, il devra orienter vers un confrÃ¨re volontaire.

D'autres rÃ©ticences dans la sociÃ©tÃ© civile peuvent tenir aussi Ã des convictions religieuses. A rappeler toutefois que le texte prÃ©voyait que soit rÃ©putÃ©e d'Ã©carter de mort naturelle, la personne dont la mort rÃ©sultera de l'aide active Ã mourir, que ce soit euthanasie ou suicide assistÃ©.

## Une occasion ratÃ©e et aprÃ¨s ?

Didier Marie, signataire de cette proposition de loi avec 49 autres sÃ©nateurs, Ã©tait prÃ©sent le 11 mars pour dÃ©fendre le projet Ã cette sÃ©ance oÃ¹ les interventions ont Ã©tÃ© riches, poignantes parfois, et oÃ¹ le sujet a dÃ©passÃ© les clivages politiques. Malheureusement, Ã« mais sans grande surprise, l'article 1 qui instaurait ce nouveau droit a Ã©tÃ© refusÃ© par la majoritÃ© sÃ©natoriale Ã» La rapporteuse a donc retirÃ© sa proposition de loi.

Olivier VÃ©ran a conclu que Ã« cela n'Ã©tait pas le moment Ã» !

Pour ma part, je considÃ¨re que la proposition a eu le mÃ©rite de relancer le dÃ©bat sur le droit Ã cette ultime libertÃ© vers une mort douce et paisible lorsque la vie n'est plus possible. Les 3 ou 4 autres propositions dÃ©posÃ©es Ã l'AssemblÃ©e Nationale par des groupes parlementaires de tous bords, feront reprendre les discussions dÃ©s lors qu'elles seront inscrites Ã l'ordre du

jour d'une session. Aux dernières nouvelles, le texte d'opposition par Olivier Falorni, député des Charente-Maritime devrait venir en discussion à l'Assemblée Nationale le 8 avril prochain. A suivre donc!

Le droit à mourir dans la dignité sera une grande loi qui rejillira sur la notoriété du président qui la concrétisera. Comme celle sur l'IVG instaurée sous Giscard d'Estaing, comme celle sur l'abolition de la peine de mort voulue par Mitterrand, comme celle sur le mariage pour tous sous la présidence de Hollande. Avis au Président de la République actuel !

## Categorie

1. Reportages

**date création**

22/03/2021